

Stabilisation des prix agricoles—Loi

M. le vice-président: Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

M. le vice-président: Lorsque la Chambre a suspendu ses travaux à 13 heures, c'est le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) qui avait la parole.

M. Boudria: Si je me rappelle bien, monsieur le Président, nous nous accordions tous à reconnaître à 13 heures que le secrétaire parlementaire avait fait preuve de beaucoup de courage en disant ici même au premier ministre qu'il n'avait pas respecté ses promesses électorales, pour ajouter ensuite qu'il verrait lui-même à ce qu'il les remplisse à l'avenir. Je crois que nous en étions arrivés à ce point lorsque la Chambre a suspendu ses travaux. Je tenais simplement à rafraîchir la mémoire de tout le monde à ce sujet.

Nous sommes en effet très fiers du député et nous nous réjouissons de voir qu'il y a au moins un député conservateur qui est disposé à tenir tête à ce gouvernement malfaisant.

M. Blais: Êtes-vous d'accord?

M. Boudria: Je suis d'accord avec le député lorsqu'il dit que le premier ministre n'a pas tenu ses promesses. Je suis parfaitement d'accord avec lui sur ce point, et je tiens à ce qu'on le sache.

Il y a un certain nombre d'autres questions que nous devrions soulever ici aujourd'hui en discutant de toute la question de la stabilisation des prix et de la nécessité de maintenir tout particulièrement les prix des denrées alimentaires. Le secrétaire parlementaire le sait sans doute, les importations étrangères font peser une très lourde menace, notamment dans le secteur du bœuf.

Il est intéressant que cette discussion survienne maintenant après que le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) ait prononcé hier ce que l'on pourrait presque décrire comme un plaidoyer en faveur du libre-échange. J'espère bien que le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Blais) pourra répondre en assurant à tous les députés que les quotas fixés auparavant à 5.9 millions de livres de bœuf importé sera respecté et que les producteurs et agriculteurs canadiens ne se retrouveront pas dans la situation très difficile qu'ils connaîtront sans aucun doute si les quotas sont portés à 17 millions de livres. Je le répète, une telle initiative ferait baisser les prix.

● (1410)

J'attends par conséquent avec impatience les commentaires du secrétaire parlementaire sur les importations de bœuf en provenance des pays de la Communauté économique européenne parce que sur le plan de la stabilisation des prix, nos efforts seront entièrement vains si nous continuons à inonder le marché d'importations subventionnées. Nous pourrions instaurer une subvention de 75c. la livre, mais si d'autres ont le double, nous ne serons jamais en mesure de leur faire concurrence. On nous a assuré que les quotas de bœuf imposés aux pays de

la communauté économique européenne resteront stationnaires. Je crois que les quotas étaient de 5.94 millions de livres et pas de 17 millions, comme le veut la rumeur.

Je voulais aborder certaines questions; et je voudrais parler brièvement des éleveurs de porcs de la région que je représente. J'ai reçu une lettre d'un éleveur de porcs de ma circonscription le 22 mars.

[Français]

Je voudrais vous faire part d'une partie du texte, monsieur le Président. J'aimerais que le secrétaire parlementaire soit au courant de cela, lui qui disait tantôt que son gouvernement avait l'agriculture comme priorité et que son gouvernement voulait justement voir le projet de loi C-25 à l'étude à la Chambre et que le gouvernement, toujours, voulait que le projet de loi C-25 devienne une réalité. Alors comme je l'ai indiqué plus tôt, on sait que le gouvernement s'est traîné les pieds depuis des mois sur le projet de loi C-25, et je suis sûr que le secrétaire parlementaire est d'accord avec moi que c'est absolument intolérable que le gouvernement ait agi ainsi.

Mais dans la lettre du 22 mars que j'ai reçue, un de mes électeurs me disait ce qui suit, et je cite:

Les journaux font fréquemment état du Bill C-25 amendement la loi sur la stabilisation des produits agricoles. Nous ignorons tout de ce projet mais nous espérons que les problèmes relatifs à la production porcine seront évoqués de façon à ce que:

1) Le porc soit considéré comme un «produit dénommé» . . .

Ce qui est le cas naturellement. Et il dit ensuite, et je cite:

2) Ces aides soient attribuées selon le coût de production . . .

Alors un des agriculteurs de notre région nous faisait part du fait que lui voulait que ces aides soient attribuées selon le coût de production et non le prix de revente, ce qui est le cas dans le moment. On nous dit que c'est une opinion que certains producteurs d'autres provinces ont également. Et inutile de dire qu'on ne peut pas avoir à la fois un programme pour être relié au coût de production et un programme pour être relié au prix de revente. Il faut que ce soit l'un ou l'autre, et il n'est pas toujours possible d'avoir ce programme de la façon que mon électeur l'a démontrée.

De toute façon, monsieur le Président, il est intéressant de noter que mon électeur s'interrogeait sur ce projet de loi le 22 mars. Il se demandait comment il se faisait que l'on n'entendait plus parler du projet de loi C-25 qui traînait depuis le 24 janvier, je crois. Alors toujours le projet de loi qui traînait depuis le 24 janvier et nous voilà, maintenant, monsieur le Président, au 17 mai et nous sommes en train de commencer aujourd'hui à parler du projet de loi C-25. Alors, je voudrais que le secrétaire parlementaire soit au courant de ce fait-là.

Comme vous vous en souvenez sans doute, monsieur le Président, et si peut-être le dossier vous échappe je vais tenter de vous rafraîchir la mémoire . . . Ce matin, le secrétaire parlementaire nous a parlé des déficits. Il a dit que l'agriculture était en difficulté à cause de déficits et de dépenses inutiles que, lui disait, d'autres avaient faits auparavant. Et, monsieur le Président, comme vous le savez, je ne pourrais pas laisser passer une telle occasion sans démontrer que c'est le gouvernement conservateur qui dépense de l'argent de façon inutile. Parce qu'on sait que depuis le mois de septembre dernier par exemple, il y a eu au-delà de 1,200 nominations partisans. Quelques-unes ici et là qui étaient moins partisans que les autres. Peut-être un pour cent, si je suis généreux, mais le fait demeure toujours, monsieur le Président, que la plupart des